

Deux Etats que tout sépare

swissinfo 5 septembre 2002 14:12

La Suisse n'est pas seule à adhérer à l'ONU en septembre. Le Timor oriental rejoindra aussi la communauté des nations.

Au-delà de cette concordance de dates, la Suisse ne semble pas éprouver une émotion particulière pour le plus jeune Etat du monde.



Pour les habitants du Timor oriental, l'adhésion est l'aboutissement d'années d'une lutte sanglante. (Keystone)

La Suisse rejoint officiellement la «famille des nations» le 10 septembre, suivie de peu par le Timor oriental le 27.

Pour l'ONU, cette double adhésion est hautement symbolique. En effet, tous les Etats de la planète feront désormais partie de l'organisation à l'exception du Vatican.

La Suisse et le Timor oriental disposeront chacun d'une voix au sein de l'Assemblée générale. Et les deux nations pourront à terme siéger au Conseil de sécurité.

Pourtant, il est difficile d'imaginer deux pays aussi différents que les deux nouveaux venus.

Un pays porté à bout de bras

La Suisse, pays florissant, est l'une des plus vieilles démocraties du monde. Le Timor oriental n'a même pas six mois d'existence et traîne derrière lui des siècles de domination étrangère. Il est de plus l'un des pays les plus pauvres du monde.

Le sanglant conflit, qui, en 1999, a suivi le vote en faveur de l'indépendance a laissé de profondes cicatrices au Timor oriental. L'administration de l'ONU y a certes apporté un semblant de stabilité, mais le pays, qui désormais vole de ses propres ailes, doit se débrouiller seul.

«Nous avons réussi à créer des institutions démocratiques à partir de rien, déclare Sergio Vieira de Mello, ancien responsable de l'administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental. Les bases sont donc là, mais le pays aura besoin d'une aide importante pendant des années.»

Problèmes économiques

«Il y a de très gros besoins pour un développement à long terme», explique Pascal Rouget, membre de l'association genevoise Biblio-Lorosae. Cette organisation a construit et dirige une bibliothèque à Bacau, la deuxième plus importante ville du Timor oriental.

Or pour Pascal Rouget, la situation économique se détériore. «De nombreuses places de travail ont été perdues lorsque l'ONU s'est retirée, explique-t-il. Les gens sont heureux d'être indépendants, mais ils sont aussi amers. Certains disent déjà que la situation était meilleure sous le régime indonésien.»

Toujours selon Pascal Rouget, les habitants du Timor oriental doivent maintenant apprendre une chose fondamentale: faire de nombreuses choses seuls. Un apprentissage difficile après des siècles de colonisation portugaise, des années d'occupation indonésienne et des mois d'administration onusienne...

Occupant la moitié de l'île de Timor, le Timor oriental est plus ou moins autonome au plan agricole. En revanche, l'industrie y est complètement absente.

Le nouveau pays a cependant de belles opportunités: de riches gisements de gaz sur sa côte sud et un fort potentiel touristique. Mais l'exploitation du gaz a déjà provoqué un différent avec l'Australie et le tourisme ne peut pas être développé avant que les infrastructures soient suffisantes.

Pas une priorité pour la Suisse

Malgré cette misère, la Suisse ne délègue pas spécialement sa bourse pour le Timor oriental. Et le fait que les deux pays entrent presque en même temps à l'ONU ne semble visiblement pas l'occasion de tisser des liens.

La Direction du développement et de la coopération (DDC) est très claire: le Timor oriental n'est pas l'un de ses objectifs prioritaires et il n'y existe actuellement aucun projet d'aide au développement.

La DDC suit en cela les recommandations de l'OCDE qui demande que l'aide au développement soit ciblée. «Nous devons établir des priorités et concentrer notre aide sur quelques pays», déclare ainsi l'ambassadeur Erwin Hofer, responsable des relations Suisse-ONU au sein du Département fédéral des affaires étrangères.

Sergio Vieira de Mello indique cependant que la Suisse a joué un rôle important durant l'administration de l'ONU. Elle a apporté de l'argent et du savoir-faire dans les domaines des droits de l'homme et de la liberté de la presse.

«La Suisse était vraiment présente au Timor oriental, mais elle pourrait naturellement en faire davantage, dit encore M. de Mello. Je serais ravi qu'elle porte un intérêt particulier à ce pays.»

Pascal Rouget a la même opinion. Selon lui, le système politique suisse, fondé sur la diversité culturelle et linguistique, pourrait être un modèle intéressant pour le Timor oriental. En effet, hormis le portugais et l'indonésien, plus de vingt idiomes locaux y sont parlés.

swissinfo/Roy Probert